

DE LA DÉMOCRATIE DU CHARBON À LA PÉTROCRATIE

ENTRETIEN AVEC **TIMOTHY MITCHELL***

Notre société marche au pétrole – nous le savons, et nous connaissons les conséquences écologiques de cette dépendance. Mais c'est un autre problème que soulève Timothy Mitchell. Contre l'oubli des conditions matérielles de la démocratie, il montre comment le passage d'une économie fondée essentiellement sur le charbon à une économie fondée sur le pétrole a remis en question les rapports de pouvoir et les bases sociales qui avaient permis la démocratisation relative de nos sociétés. Prendre acte de ce basculement et de la crise de la démocratie qu'il induit est la condition de l'invention d'autres voies de démocratisation. Par **JULIEN VINCENT****

* Timothy Mitchell enseigne à l'université de Columbia. Il est notamment l'auteur de *Colonizing Egypt* (1991) et de *Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity* (2002). En 2011, a paru en traduction française son essai *Petrocratia. La démocratie à l'âge du carbone* (Ére).

** Julien Vincent est historien, membre du comité de rédaction de la *RdL*. Il a récemment dirigé, avec Christophe Charle, *La Société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914*, (PUR, 2011)

Pour la première fois dans l'histoire humaine, des groupes de travailleurs pouvaient s'entendre pour paralyser toute une économie.

De l'oubli des causes physiques de la démocratie

Julien Vincent : *Il existe une longue tradition de réflexion philosophique et sociologique sur les conditions de la démocratie. Mais, depuis que la démocratie apparaît comme une possibilité viable, c'est-à-dire depuis la fin du XVIII^e siècle et plus encore à partir du XIX^e siècle, ses causes « physiques » ou environnementales sont rarement soulignées. Au milieu du XVIII^e siècle, par exemple, Montesquieu mettait en avant l'importance pour le législateur de prendre en compte les facteurs climatiques, et leurs liens complexes avec les différents régimes politiques. Mais à l'époque, la démocratie n'apparaissait pas comme une option réaliste pour les principaux royaumes européens. Un petit siècle plus tard, Alexis de Tocqueville élaborait une nouvelle généalogie de la démocratie, et prévoyait qu'elle s'imposerait en Europe. Mais cette fois-ci, son analyse accordait un poids considérable aux « causes morales » au détriment des « causes physiques ». Pourrait-on dire que vous tentez de réhabiliter les causes physiques, à la manière de Montesquieu ?*

Timothy Mitchell : *Carbon Democracy* réintroduit en effet le monde physique dans l'étude de la politique démocratique. Nous nous sommes trop longtemps occupés exclusivement des conditions morales de la démocratisation. Dans la théorie politique classique, la démocratie dépend de l'apparition d'une certaine conscience commune, de certaines formes de rationalité, de tolérance, d'engagement civique et de respect mutuel. Elle dépend également de l'élaboration de règles politiques permettant à cet esprit de tolérance de s'exprimer et de se traduire en procédures d'alternance du pouvoir. Cette focalisation reflète peut-être ce qu'est devenue la démocratie dans de nombreux pays : une méthode pour produire un consentement à des formes de pouvoir de plus en plus oligarchiques. Mais cela ne nous dit pas comment la démocratie moderne de masse est apparue, ni comment il est aujourd'hui possible de la redémocratiser.

Carbon Democracy commence par l'examen des processus physiques et techniques qui ont contribué, il y a cent ans environ, à l'apparition, dans certaines régions du monde, de formes de vie plus démocratiques et plus égalitaires. À la fin du XIX^e siècle, le Nord-Ouest de l'Europe et l'Amérique du Nord ont développé des systèmes énergétiques qui n'étaient plus principalement basés sur les sources renouvelables et dispersées de l'économie agricole – forêts, cours d'eau, travail humain, force animale, cultures vivrières, pâturages – et qui dépendaient de plus en plus de l'exploitation du charbon et de son utilisation pour alimenter des machines à vapeur et produire de l'électricité. Les quantités extraordinaires d'énergie utilisée et l'étroitesse des canaux par lesquels elle circulait ont produit une vulnérabilité exceptionnelle de ces régimes. Pour la première fois dans l'histoire humaine, des groupes de travailleurs pouvaient s'entendre pour paralyser toute une économie. Ce qui les liaient entre eux n'était pas tant une conscience commune que les flux d'énergie qu'ils avaient le pouvoir de mettre en marche ou d'interrompre.

Décrire ce changement, ce n'est pas revenir à Montesquieu. Mon interprétation de la démocratisation n'est pas déterministe et je ne prétends pas qu'un facteur isolé, que ce soit le charbon ou le climat, soit l'unique responsable de la vulnérabilité soudaine qui a permis le développement de formes de vie plus démocratiques et plus égalitaires. Dans cette histoire, le charbon entre en jeu, mais aussi les chemins de fer, les colonies, la guerre, et bien d'autres choses. Et les avancées accomplies à tel endroit ont favorisé le succès des luttes démocratiques à tel autre. Plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, la démocratie fondée sur le charbon s'est affaiblie en sous-traitant la production d'énergie au Proche-Orient. Les démocraties européennes, en même temps qu'elles devenaient dépendantes de la préservation de sources d'énergie non démocratiques, sont devenues moins égalitaires. Ce n'est pas en analysant la culture, les institutions ou les idées de tel ou tel pays qu'on



comprendra la politique démocratique, mais en retraçant l'évolution de cette vulnérabilité vis-à-vis des revendications démocratiques.

JV : *En rupture avec la tradition philosophique européenne qui a tenté d'élucider les conditions d'émergence et d'existence de la démocratie en même temps qu'elle en cernait le concept, vous ne définissez jamais la démocratie. Est-ce un choix ?*

TM : Oui, c'est un choix que de ne pas définir le mot démocratie. En 1918, les conseillers du président Woodrow Wilson, préparant sa participation à la conférence de la paix de Paris, ont lancé une opération de relations publiques à partir de toutes les ambassades des États-Unis dans le monde, afin de promouvoir ses conceptions en matière d'autodétermination. Il s'agissait de faire de la démocratie une idée, une idéologie universelle et de contrecarrer par là les plans plus concrets de la gauche européenne pour démocratiser le monde à travers des mécanismes internationaux visant à assurer des droits aux travailleurs, mais aussi de s'opposer aux luttes qui se développaient en Irlande, en Égypte, en Inde, en Afrique du Sud et ailleurs contre les systèmes de gouvernement colonial ou racial, soutenus par Wilson.

Il y a toujours un conflit entre la démocratie comme idée universelle et la démocratisation comme ensemble de luttes locales permanentes.

Lorsqu'on adopte une définition universelle de la démocratie, il devient plus difficile d'observer ce conflit, ou de comprendre les diverses formes d'invention concrète qui sont nécessaires pour poursuivre la démocratisation.

Genèse du projet

JV : *D'où est né le projet de Carbon Democracy ? Est-il ancien, antérieur à l'émergence des questions environnementales en sciences sociales ? Ou est-il né avec le réchauffement climatique global (RCG) ?*

TM : L'idée du projet est née il y a six ou sept ans, après l'invasion et l'occupation de l'Irak par la Grande-Bretagne et les États-Unis. Les partisans de la guerre la justifiaient en la présentant comme un projet – « wilsonien » – : il s'agissait d'apporter la démocratie au monde arabe. Beaucoup d'opposants affirmaient que la guerre n'était en réalité qu'un plan pour prendre le contrôle du pétrole dans la région. S'affrontaient ainsi une idée naïve de la démocratie et une idée tout aussi simpliste de l'énergie.

Pendant ce temps, le Panel intergouvernemental sur le changement climatique publiait ses troisième et quatrième rapports, en 2011 et 2007, où apparaissait le schéma en « batte de hockey » sur l'élévation de la température mondiale. Aux États-Unis, ceux qui ont essayé de se servir de cette batte pour

La prise de conscience
du réchauffement
global nous a placés
dans un nouveau
rapport au temps.



infléchir la politique du gouvernement en matière de réchauffement climatique n'ont pas réussi à le faire bouger. Parallèlement, les compagnies pétrolières internationales ne trouvaient pas assez de nouvelles ressources pétrolières pour répondre à l'augmentation de la consommation d'énergie en Chine et en Inde, et à la baisse rapide de la production de pétrole des principaux gisements existants. Le prix du baril de pétrole fut ainsi multiplié par quatre, et le système financier mondial, artificiellement gonflé par cette hausse, s'effondra.

Nous ne disposons pas du langage qui nous permettrait de relier tous ces événements les uns aux autres, notamment parce que nous envisageons souvent des choses comme l'« économie » comme des objets naturels, qui ont toujours été et seront toujours là. J'ai donc décidé d'étudier comment s'étaient mises en place les relations entre l'énergie, la guerre, la démocratie, la nature et l'économie.

Quel cadre temporel et spatial pour l'analyse ?

JV : Au cours des dernières années, diverses personnes se sont efforcées de réfléchir aux implications que le RCG pourrait avoir sur la manière dont on écrit l'histoire ou dont on pratique les sciences sociales. Certains proposent ainsi d'en changer le cadre temporel de référence. Selon Dipesh Chakrabarty ou Daniel Lord Smail, par exemple, il convient aujourd'hui de renouer avec une histoire de très longue durée, remontant à 10 000 ans avant notre ère, ou même bien au-delà. Au contraire, dans *Carbon Democracy*, vous choisissez de rester dans une histoire de la « modernité », disons depuis 1750 environ, dans laquelle

vous avez toujours inscrit vos travaux de recherche. Ces deux approches vous semblent-elles contradictoires, concurrentes, ou au contraire compatibles ?

TM : *Carbon Democracy* est une étude de la période anthropocène de la politique. À mon sens, la prise de conscience du réchauffement global nous a placés dans un nouveau rapport au temps. L'âge de l'histoire – de la domestication de la faune et de la flore, de l'établissement humain organisé, et de l'écriture – apparaît aujourd'hui comme un bref interlude dans le temps géologique : c'est l'ère connue sous le nom d'holocène, une période de 10 000 ans de températures légèrement plus stables et plus élevées à l'intérieur de la présente période glaciaire.

Mais comme l'écrit Dipesh Chakrabarty, ce nouveau rapport au temps a commencé avec l'annonce de la fin de l'holocène et la transition vers ce que les géologues proposent aujourd'hui d'appeler l'anthropocène, mot que Paul Crutzen a inventé pour désigner une période géologique dans laquelle l'activité humaine est devenue une force environnementale affectant de façon majeure la planète. Crutzen suggère de prendre comme point de départ approximatif de l'anthropocène la fin du XVIII^e siècle, c'est-à-dire la période où, dans l'analyse des carottes de glace, on trouve les premières augmentations de dioxyde de carbone et de méthane dans l'atmosphère, et où la consommation de charbon a commencé à croître à un rythme non plus linéaire mais géométrique.

Parallèlement, *Carbon Democracy* ne propose pas une histoire linéaire de la politique anthropocène. Il saute certains épisodes importants de cette période et se consacre à des périodes où



Les rapports qui se sont noués entre la production pétrolière, le système financier international basé sur le dollar, le militarisme et la guerre au Proche-Orient jouent un rôle majeur dans l'histoire de la démocratie carbone.

l'évolution des interconnexions entre l'énergie, la démocratie, l'économie et l'environnement peut être explorée.

JV : *Dans la lignée de vos travaux antérieurs, Carbon Democracy est une tentative d'histoire globale, qui tente de ne pas privilégier le point de vue de l'Occident sur celui du Proche-Orient, par exemple. Pourtant, les sources que vous mobilisez sont surtout britanniques et étasuniennes, or la Grande-Bretagne et les États-Unis ont été les principaux producteurs et consommateurs d'énergie minérale au cours des deux derniers siècles. Mais l'URSS a été, elle aussi, une grande puissance impérialiste, fortement consommatrice d'énergies, et qui se réclamait de l'idéal démocratique. Ne pensez-vous pas qu'écrire la même histoire du point de vue de l'URSS aurait changé votre manière d'envisager les rapports entre démocratie et énergie ?*

TM : Comme je l'ai dit, le livre fait des sauts. Il fait des sauts dans l'espace mais aussi dans le temps. Sa trajectoire géographique suit le déplacement des centres de production d'énergie carbonée, du charbon en Europe et en Amérique du Nord à la production pétrolière, dont l'industrie s'est développée d'abord aux États-Unis puis dans d'autres régions, en particulier le Proche-Orient. Le livre aborde la Russie et l'Union soviétique sur certains sujets, comme l'histoire de Bakou et le rôle des travailleurs de l'industrie pétrolière pendant la révolution de 1905.

Le livre s'attarde aussi sur la guerre froide au Proche-Orient, en relation avec la menace continue d'un excédent d'offre de pétrole dans les décennies de l'après-guerre. Les grandes

compagnies pétrolières ont dû lutter contre les mouvements ouvriers dans les champs pétrolifères d'Iran, d'Irak et d'Arabie Saoudite, puis contre les gouvernements nationalistes de ces pays, qui ont voulu accroître leur part des revenus du pétrole. La « menace soviétique » signifiait, en pratique, que l'Union soviétique risquait de trouver un moyen d'exporter son pétrole en Europe, ce qui pouvait affaiblir le système de restriction de l'offre au niveau mondial, qui garantissait des prix élevés et des profits extraordinaires pour les entreprises.

Le risque d'un accroissement de l'offre et d'une réduction des profits s'est exprimé à travers un fantasme menaçant : l'Union soviétique voulait s'emparer des champs pétrolifères du Proche-Orient. Ce spectre a permis aux États pétroliers d'utiliser leurs pétrodollars pour acheter des armes à l'Occident, à une échelle qui, dans d'autres circonstances, aurait paru tout à fait absurde, ce qui a contribué à recycler les revenus pétroliers en Europe et aux États-Unis. Les rapports qui se sont noués entre la production pétrolière, le système financier international basé sur le dollar, le militarisme et la guerre au Proche-Orient jouent un rôle majeur dans l'histoire de la démocratie carbone.

J'ai pu tirer parti, certes à la marge, de certains des nouveaux travaux sur l'Union soviétique qui ont pu être réalisés ces dernières années grâce à l'accès aux archives soviétiques. Il me semble que, comparé aux histoires classiques de la politique pétrolière, le livre en dit un peu plus sur la manière dont les Russes envisageaient la lutte pour le pétrole, en particulier sur la politique de « sécurité » anglo-américaine au Proche-Orient pendant la guerre froide. Mais je suis d'accord pour dire

qu'une étude du pétrole et de la démocratie qui donnerait plus d'importance à la perspective de l'Union soviétique nous offrirait une autre histoire. Et peut-être découvririons-nous des liens tout aussi importants entre l'énergie, l'environnement, l'économie, la violence et la lutte pour un avenir plus démocratique.

**Du charbon au pétrole
- qu'est-ce que ça change ?**

JV : *Pour expliquer l'importance que la transition énergétique du charbon au pétrole a eue sur le champ des possibles politiques, vous insistez sur les facteurs physico-chimiques : le charbon est solide, le pétrole est liquide ; certains savoirs essentiels sur le charbon sont détenus par les travailleurs manuels, alors que ce sont les ingénieurs qui ont le monopole des savoirs utiles sur le pétrole. Du fait des particularités du charbon, dites-vous en vous appuyant sur des réflexions de Rosa Luxembourg, on a cru, au début du xx^e siècle, à la possibilité d'une révolution, d'un changement de système politique (qui permettrait de basculer vers une « véritable » démocratie) grâce à des actions ciblées de sabotage qui bloqueraient les flux de charbon. Vous dites également que cette possibilité du sabotage a cessé d'être considérée comme une option réelle avec le passage au pétrole, au cours du deuxième tiers du xx^e siècle. Il n'est pourtant pas impossible, en théorie, de saboter un pipeline. On peut également, en théorie là encore, bloquer les raffineries ou les flux d'uranium. Pourriez-vous préciser cet aspect de votre raisonnement, essentiel pour comprendre la différence entre la démocratie à l'ère du charbon et à l'ère du pétrole ?*

TM : L'histoire de la démocratie carbone introduit dans l'étude politique des facteurs physico-chimiques. Mais elle ne propose pas de remplacer les vieilles théories de la démocratie fondées sur la diffusion des idées ou sur les mouvements sociaux par un simple déterminisme physico-chimique. Les propriétés matérielles du charbon et du pétrole ont interagi avec les formes de capacités d'agir humaine, avec les dispositifs techniques, avec l'introduction et la répétition d'idées nouvelles et avec l'évolution des connexions dans l'espace géographique.

Le transport du pétrole étant assuré par pipeline et par tanker océanique, l'offre d'énergie est peu sensible au risque d'interruption et de sabotage, tandis que le charbon et le chemin de fer y étaient très vulnérables. Le problème n'est cependant pas seulement que l'extraction et le transport d'un liquide nécessitent moins de main-d'œuvre, ou une forme de travail moins physique, que ceux du charbon. Il est aussi que les travailleurs du pétrole sont répartis sur des distances bien plus grandes, séparés par des continents, des langues et de nouvelles doctrines de sécurité. Les routes océaniques sont par ailleurs plus souples que les lignes de chemin de fer, de sorte qu'on peut

contourner les blocages en ayant recours à d'autres sources. En outre, des niveaux sans précédent de force militaire ont pu être mobilisés pour empêcher la syndicalisation sur les champs pétrolifères, protéger les voies d'acheminement contre le sabotage et défendre les oligarchies locales, grâce à des financements provenant des extraordinaires revenus du pétrole.

Il est vrai, toutefois, qu'un pipe-line peut être interrompu, qu'un puits peut être stoppé, qu'une raffinerie peut être bloquée. Mais le pouvoir de sabotage a été en général aux mains de petites minorités, soucieuses de préserver des inégalités et des privilèges, et non dans celles de grandes coalitions œuvrant à des formes de vie plus égalitaires et moins précaires. Avant les années 1970, par exemple, les compagnies pétrolières occidentales opérant en Irak, pour maintenir la rareté de l'offre qui leur garantissait d'énormes profits, creusait délibérément des puits peu profonds pour éviter de découvrir de nouveaux gisements ou obturaient les puits qui s'étaient trouvés produire du pétrole accidentellement. Quand le principal pipe-line irakien a été coupé, en 1966-1967, l'interruption était le fait du gouvernement syrien, qui exigeait des compagnies pétrolières des droits de transit plus importants.

À partir de 1970, les États producteurs ont commencé à s'emparer de ce pouvoir de sabotage, ce qui leur a permis d'obtenir une part beaucoup plus importante des revenus pétroliers. Le sabotage et l'interruption de l'offre sont donc souvent possibles, mais leurs conséquences politiques dépendent du type de collectivité qui se réunit dans ce but : s'agit-il d'une collectivité privilégiée, est-elle ou non dans un rapport de solidarité avec des communautés plus larges ?

Il y a, aujourd'hui, deux points de vulnérabilité. En nous appuyant sur des revenus pétroliers sans précédent, nous avons créé un système financier spéculatif qui dépend des formes de croissance économique rendues possibles dans le passé par l'accroissement constant de l'offre d'énergie. La période d'augmentation continue de l'offre de pétrole semble arriver à sa fin. Les saboteurs ne sont pas aujourd'hui dans les compagnies pétrolières ou dans les mouvements sociaux, mais à Wall Street. En 2008, les banquiers internationaux ont menacé Washington de faire exploser le système financier global si le gouvernement ne les renflouait pas et une garantie de l'État à hauteur de treize trillions de dollars. Pour démocratiser la démocratie, nous devons reconnaître et répartir ce pouvoir de sabotage sur une base plus collective et plus locale.

Entretien traduit de l'anglais
par Christophe Jaquet.

Les saboteurs ne sont pas aujourd'hui dans les compagnies pétrolières ou dans les mouvements sociaux, mais à Wall Street.
